



Rapport 2020 de l'Observatoire des sous-munitions

"L'utilisation récente de bombes à sous-munitions comme pendant la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan montre que notre combat pour éradiquer cette arme est loin d'être terminé."

Ottawa. 25 novembre 2020. Publié aujourd'hui, le rapport 2020 de l'Observatoire des sous-munitions révèle que de nouvelles attaques utilisant des armes à sous-munitions ont continué à se produire en Syrie en 2019. L'Observatoire a enregistré près de 700 attaques aux armes à sous-munitions en Syrie depuis la mi-2012. Au niveau mondial, en 2019, au moins 286 personnes ont été tuées ou blessées par des attaques aux armes à sous-munitions et des restes d'armes à sous-munitions dans 9 pays et deux territoires. Les victimes sont toujours des civils, indique le rapport. Les utilisations récentes dans la guerre Arménie-Azerbaïdjan (non comptabilisées dans le Monitor 2020 qui couvre l'année 2019) montrent que notre combat pour éradiquer cette arme est loin d'être terminé. La deuxième conférence d'examen de la Convention d'Oslo, qui interdit les armes à sous-munitions, doit se tenir en ligne du 25 au 27 novembre. HI appelle tous les États à condamner systématiquement toute utilisation, par une partie à un conflit, quelles que soient les circonstances, de ces armes barbares et demande à tous les États non encore parties de rejoindre cette convention qui sauve des vies.

Citations :

- **Citation 1 :** "Il y a des raisons pour lesquelles les armes à sous-munitions sont interdites : Les bombes à sous-munitions se déploient en l'air et envoient des centaines de petites bombes au-dessus d'une zone de la taille d'un terrain de football. Ce sont des armes qui frappent sans discrimination. De plus, jusqu'à 40 % de ces petites bombes n'explorent pas à l'impact, contaminant des zones qu'elles transforment en champs mines. Les victimes sont toujours des civils."
- **Citation 2 :** "Les armes à sous-munitions ont été utilisées récemment dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ce qui montre que notre combat pour éradiquer cette arme est loin d'être terminé. Toute nouvelle utilisation devrait être condamnée par les États. Ce n'est qu'en condamnant et en stigmatisant systématiquement leur utilisation et en appelant tous les États à adhérer à la convention d'Oslo que la communauté internationale pourra éradiquer l'utilisation des armes à sous-munitions."
- **Citation 3 :** "La Convention d'Oslo a fait de grands progrès pour la protection des civils contre le fléau des armes à sous-munitions : chaque année, les stocks existants sont détruits et d'importantes zones de terres contaminées sont nettoyées, tandis que ces armes sont de plus

en plus stigmatisées. Les États parties ont également fait beaucoup de progrès en ce qui concerne l'assistance aux victimes, mais les pays touchés ont encore du mal à financer les services nécessaires aux victimes, qui vivent trop souvent dans des conditions extrêmement difficiles."

Principaux résultats

- Le rapport 2019 de l'Observatoire des sous-munitions dresse le bilan de l'application de la Convention d'Oslo qui interdit l'emploi, la production, le transfert et le stockage des armes à sous-munitions sur la période allant de janvier à décembre 2019. Le rapport couvre également l'année 2020 jusqu'au mois de septembre, quand l'information est disponible.
- **Entre juillet 2019 et juillet 2020, de nouvelles utilisations d'armes à sous-munitions ont été signalées en Syrie et en Libye** : Au moins 11 attaques utilisant des armes à sous-munitions ont eu lieu en Syrie entre août 2019 et juillet 2020. **Depuis la mi-2012, l'Observatoire a enregistré au moins 686 attaques aux armes à sous-munitions dans le pays**. En 2019, il y a également eu plusieurs cas ou allégations d'utilisation d'armes à sous-munitions en Libye.
- L'Observatoire a enregistré **286 nouvelles victimes d'armes à sous-munitions en 2019** dans le monde, causées soit par des attaques utilisant ces armes (**221**), soit par des restes d'armes à sous-munitions (**65**). Cela représente une forte baisse par rapport aux 951 victimes enregistrées en 2016, principalement en raison d'un changement dans le contexte du conflit syrien.
- **Les victimes des armes à sous-munitions sont toujours des civils** : Selon les rapports successifs du Monitor, 99 % des victimes d'armes à sous-munitions sont des civils.
- Selon le Monitor, **la majorité des victimes annuelles en 2019 (80 %) ont été enregistrées en Syrie**, comme c'est le cas depuis 2012 : En Syrie, 219 victimes d'attaques aux armes à sous-munitions et 13 victimes de restes d'armes à sous-munitions ont été signalées dans ce pays en 2019, sachant que les chiffres réels sont probablement plus élevés en raison de l'accès limité et des difficultés de collecte des données.
- Jusqu'à 40 % des armes à sous-munitions n'explorent pas à l'impact lorsqu'elles sont utilisées pendant une attaque, mais restent actives et peuvent exploser à tout moment. **En 2019, des victimes des restes d'armes à sous-munitions ont été enregistrées dans 9 pays et deux territoires** : Afghanistan, Irak, RDP Lao, Liban, Libye, Serbie, Soudan du Sud, Haut-Karabakh, Syrie, Yémen et Sahara occidental.
- En 2019, l'Irak a enregistré le plus grand nombre de victimes dues aux restes d'armes à sous-munitions (20). Des victimes de restes d'armes à sous-munitions ont également été enregistrées au Yémen (9) et en Afghanistan (5). 40 ans après le conflit, des victimes continuent d'être enregistrées au Laos (5). Ces chiffres soulignent les conséquences dramatiques de l'utilisation des armes à sous-munitions, qui créent une contamination à long terme et une menace mortelle pour la population.
- Depuis l'entrée en vigueur de la Convention d'Oslo, le 1^{er} août 2010, **35 États parties ont détruit 1,5 million de stocks d'armes à sous-munitions, soit 178 millions de sous-munitions**. Cela représente 99 % de toutes les armes à sous-munitions déclarées par les États parties.
- Au total, **23 États et trois territoires sont contaminés par les restes de sous-munitions dans le monde**.

L'utilisation récente par les forces azerbaïdjanaises et arméniennes

- Des utilisations récentes par les forces d'Azerbaïdjan et d'Arménie ont eu lieu dans le conflit du Haut-Karabakh. Elles n'ont pas été enregistrées dans le Monitor 2020, qui couvre l'année 2019. Selon Human Rights Watch, les forces arméniennes ont tiré ou fourni des armes à sous-munitions lors d'une attaque sur la ville de Barda, tuant au moins 21 civils et en blessant au moins 70 autres. L'armée azerbaïdjanaise a utilisé des armes à sous-munitions dans au moins quatre incidents distincts.
- Ces utilisations récentes - et celles enregistrées en Syrie et en Libye par le Monitor 2020 - doivent inciter davantage d'États à adhérer à la Convention d'Oslo qui, depuis 2010, interdit l'utilisation, la production, le transfert et le stockage des armes à sous-munitions. À ce jour, 110 États sont parties à la Convention et 13 en sont signataires. L'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Syrie n'ont pas encore signé la Convention, et des pays comme les États-Unis, la Russie et la Chine continuent de refuser d'y adhérer. La Convention d'Oslo doit devenir une norme universelle.

Les armes à sous-munitions sont des armes composées d'un conteneur regroupant jusqu'à plusieurs centaines de mini-bombes appelées sous-munitions. Conçues pour être dispersées sur de larges surfaces, **elles atteignent inévitablement des zones civiles. Jusqu'à 30 % (voire 40 %) d'entre elles n'explorent pas à l'impact.** Comme les mines antipersonnel, elles peuvent être déclenchées au moindre contact, **tuant et mutilant pendant et après les conflits.** En n'opérant aucune distinction entre personnes et biens civils et cibles militaires, les armes à sous-munitions violent les règles du Droit international humanitaire.

La Convention d'Oslo interdisant l'utilisation, le stockage, le transfert, la production et la vente de sous-munitions a été ouverte à signature en décembre 2008. À ce jour, 120 pays sont signataires de cette convention.

À propos de HI

HI est une association de solidarité internationale indépendante qui intervient depuis plus de 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la gestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du prix Conrad N. Hilton en 2011. HI agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

Pour plus d'information : www.hi-canada.org

Contact presse

Gabriel Perriau – g.perriau@hi.org